

La sexualité est encore un tabou au Luxembourg. Une éducation sexuelle frileuse et une loi poussiéreuse sur l'avortement sont quelques aspects qui préoccupent le Planning.

(photo: Christian Mosar)



PLANNING FAMILIAL

# "Les mentalités n'ont pas tellement évolué"

**worxx:** *Comment la société luxembourgeoise a-t-elle évolué dans le domaine du planning familial et de la morale sexuelle?*

**Catherine Chéry:** Française, je suis arrivée au Luxembourg en 1988 et je travaille pour le Planning depuis 2003. A l'occasion du 40e anniversaire du mouvement, nous avons édité un petit livret qui est une rétrospective de la planification familiale au Luxembourg, en Europe et ailleurs. A cette occasion, je me suis imprégnée de l'histoire de l'association et je trouve finalement que les mentalités ont assez peu évolué en quarante ans. La société civile, la classe politique ont bougé au début des années 1970, au moment où la loi relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de grossesse a été discutée et finalement votée en 1978. Mais depuis lors et cela fera bientôt 40 ans, il ne s'est à peu près rien passé. On se rend compte qu'aujourd'hui la sexualité est toujours un tabou. Tant que nous, adultes de référence, parents, enseignants, professionnels du domaine de la santé, n'aurons pas plus d'ouverture vis-à-vis de la sexualité, n'en parlerons pas comme de quelque chose de naturel, faisant partie de la vie, les jeunes n'oseront pas aborder le sujet, si ce n'est entre eux et continueront à s'en faire une idée à travers les informations, les images qu'ils trouvent par eux-mêmes principalement sur Internet ou à travers la téléphonie mobile. Mais sont-ils capables de partager le réel du virtuel, de

réaliser qu'une relation faite de rapports sexuels que la partenaire féminine n'a bien sûr pas choisi, n'a en fait rien à voir avec une vraie relation amoureuse? C'est pourquoi nous tenons à l'expression éducation sexuelle et affective.

**La situation en France est-elle différente?**

Je n'y vis plus depuis 1988. Cependant, il me semble qu'elle l'est un peu. Je crois qu'on y parle de sexualité un peu plus facilement. Les 50 ans du Mouvement Français pour le Planning Familial cette année, ont trouvé un large écho dans les médias. Les lois sont le reflet de cette plus grande ouverture: l'avortement sur demande est possible depuis la loi Simone Veil de 1975, qui avait d'ailleurs été votée par un gouvernement de droite. La contraception, tout comme l'interruption volontaire de grossesse (IVG) sont remboursées. En 1993, un délit d'entrave à l'IVG a été créé pour condamner les commandos "pro life" qui font obstruction devant les cliniques qui pratiquent des IVG. Les pouvoirs publics ont réagi face à ceux qui voulaient s'en prendre à la liberté et la responsabilité ultime des femmes consacré dans les textes de loi.

**Le phénomène de la pornographie existe depuis très longtemps. Mais depuis quinze ans, il est vraiment accessible à tout le monde, y compris aux plus jeunes. A-t-il une influence sur leur comportement sexuel?**

Bien sûr - et dans le mauvais sens. Les jeunes l'associent à la réalité. Au Planning, nous accueillons 2.600 jeunes

par an environ, de quinze ans en moyenne. Nous sommes donc autorisés à en parler! Ils nous posent par exemple cette question: "Pourquoi ma copine n'accepte-t-elle pas la sodomie? A la télé et sur les sites Internet, les autres femmes le font!" Cela illustre bien le fait que les jeunes ne font pas la différence entre ce qui devrait être une relation affective normale et ces situations virtuelles. La sexualité est un aspect important du développement personnel - mais l'aspect affectif, le respect, l'équité et le consentement de l'autre sont indispensables pour construire une relation harmonieuse à long terme. C'est un aspect qui est pratiquement inexistant dans l'afflux des informations et images que les jeunes peuvent avoir. Vous comprenez bien la nécessité d'une éducation sexuelle et affective vraie, sans fleur ni tabou, axée sur le respect et la responsabilité. Il est important qu'un contrepoids rétablisse un peu la vérité des relations. Malheureusement, les moyens de l'association sont insuffisants et c'est peu dire!

**Comment voulez-vous remédier à cette négligence au niveau de l'éducation sexuelle?**

Nous avons discuté avec tous les ministères concernés (Famille, Santé et Education nationale) nous avons soulevé ce point dans notre rapport d'activités. Nous voudrions qu'il soit consacré bien plus de moyens à l'éducation sexuelle et affective, à commencer déjà par ce que prévoit la loi de 1978. Je cite: "Des séances spéciales d'information et d'éducation sexuelle sont introduites dans les cours ou stages de formation pédagogique des candidats enseignants. Les centres (de Planning familial) organisent en collaboration étroite avec le Ministère de l'Education nationale, des cours d'information et d'éducation sexuelle pour adultes dans les différents cantons." Il n'en est rien! Nous avons malgré tout pris sur nous et avons proposé une formation continue de quelques heures aux enseignants, Résultat: 15 inscriptions en 3 ans! Notre raison sociale comporte les ter-

mes "éducation sexuelle" mais nous n'avons pas le début d'un moindre poste conventionné pour pouvoir accueillir plus de classes, pour aller dans plus de forums, de maisons de jeunes, etc. Pour l'instant, l'asbl est réduite à financer un demi-poste qu'elle a pris le risque de créer sur ses fonds propres c'est-à-dire en comptant sur la générosité des dons qui lui sont faits.

**De quels autres sujets s'occupe le Planning familial?**

Notamment de l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) au Luxembourg. La loi de 1978 permet le recours à l'IVG dans certaines circonstances mais obtenir une IVG au Luxembourg n'est pas garanti.

**Luttez-vous pour que cela change?**

Il est difficile aujourd'hui de faire descendre les gens dans la rue pour militer. La société civile pense que les droits des femmes sont reconnus, qu'ils sont acquis, mais ce n'est pas vrai: regardez aux Etats-Unis ou dans différents pays de l'est mais pas seulement, on fait marche en arrière dans ce domaine. Il faut rester vigilant! Nous luttons et agissons différemment, nous discutons directement avec les pouvoirs publics par exemple. Pour revenir au problème soulevé: en effet toutes les femmes n'ont pas accès à l'IVG au Luxembourg, même lorsqu'elles remplissent les conditions légales. C'est le plus souvent dans le cas d'une détresse psychique. Son constat dépend de l'appréciation du médecin consulté. Par contre, face à un problème d'ordre phy-

sique, il est difficile pour un professionnel de contester l'indication car les critères sont moins aléatoires et plus objectifs. Au Luxembourg, la loi repose sur l'indication par opposition aux lois plus libérales où la seule restriction se situe au niveau du délai - douze semaines dans la plupart des pays. Une loi fondée sur l'indication, veut dire que ce n'est pas la femme, mais le médecin qui apprécie, juge et décide si oui ou non, la circonstance invoquée par la femme constitue une indication pour une IVG. Et pourtant, ce sont les femmes qui assument la responsabilité et les conséquences de ce choix et pas la société alors pourquoi la société s'arroge-t-elle le droit de décider pour elles? La question de l'avortement est une question de liberté individuelle, de décider pour son propre corps.

**Les traitements sont-ils remboursés par la sécurité sociale?**

Oui, à condition, constate-t-on que l'avortement ait eu lieu au Luxembourg. Nous avons soumis cette question au ministère de la sécurité sociale car depuis les arrêts Kohl/Decker, les prestations ambulatoires effectuées à l'étranger doivent être prises en charge par le système luxembourgeois. Ce problème existe car la loi prévoit que le personnel médical peut refuser de pratiquer une IVG pour objection de conscience. Nous remarquons néanmoins qu'une femme aura plus ou moins de chance d'obtenir une IVG selon sa fortune ou ses relations. Les moins "chanceuses" seront obligées d'aller à l'étranger. Belle leçon d'équité! C'est pourquoi nous avons fait au ministère de la santé diverses propositions pour permettre au Planning de pratiquer des avortements et mettre ainsi un terme à ces situations discriminatoires flagrantes.

**Les gynécologues ne vous soutiennent-ils pas?**

Pas vraiment. Ils n'ont pas non plus été les plus libéraux lorsque la loi a été votée. D'ailleurs à ses débuts, le Planning familial n'avait pas du tout le soutien du collège médical, mais aujourd'hui cela commence à changer. Il sera d'ailleurs présent lors de la cérémonie du 40e anniversaire du Planning.

**Les médecins qui pratiquent des IVG au Luxembourg sont-ils connus?**

Oui et non. Il n'est pas facile de se faire une idée sur le nombre d'IVG pratiquées au Luxembourg. En effet, même si un médecin accepte de faire une IVG, il ne va pas nécessairement coder l'interruption de la grossesse pour la sécurité sociale, mais "curetage". Cela montre qu'au Luxembourg, les mentalités n'ont pas vraiment évolué d'un siècle à l'autre.

**Entretien:**  
**Christiane Walerich,**  
**David Wagner**

**Catherine Chéry**, 48 ans, est titulaire d'une maîtrise des sciences de gestion et du diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. En 1988, elle quitte la France pour le Luxembourg et change de cap personnel et professionnel. Après une pause pour s'occuper de l'éducation de ses 2 filles, elle participe à un groupe de théâtre pour enfants et anime une bibliothèque scolaire. Elle s'oriente ensuite vers le domaine de la santé. Directrice administrative et financière du CRP-Santé pendant presque 6 ans, elle affirme son engagement en faveur de la santé des femmes et de leurs droits en 2003 en devenant directrice exécutive du Planning Familial.